

Convention collective

IDCC : 9761. – **EXPLOITATIONS DE POLYCLTURE ET D'ÉLEVAGE
(SEINE-MARITIME)
Salariés
(28 février 1983)**

(Etendue par arrêté du 20 février 1984,
Journal officiel du 1^{er} mars 1984)

ACCORD DU 25 JANVIER 2007 (1)

NOR : *AGRS0797080M*
IDCC : 9761

Entre :

La fédération départementale des coopératives d'utilisation de matériels agricoles de Seine-Maritime ;

L'union syndicale agricole de Seine-Maritime,

D'une part, et

Le syndicat des salariés des exploitations agricoles de Seine-Maritime (FGA) CFDT ;

L'union départementale des syndicats CFTC-AGRI de Seine-Maritime ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture (FGTA) FO ;

La fédération nationale agroalimentaire et forestière (FNAF) CGT ;

Le syndicat national des cadres d'entreprises agricoles, fédération de l'agroalimentaire CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord concerne les salariés non cadres des exploitations et entreprises qui relèvent de la convention collective de travail polyclture élevage du 28 février 1983 de la Seine-Maritime.

Article 2

Incapacité temporaire

En cas d'incapacité de travail temporaire dûment justifiée par prescription médicale et ouvrant droit aux indemnités journalières légales, le salarié béné-

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

fie d'une indemnité complémentaire versée par AGRI-Prévoyance de sorte que l'indemnisation globale (indemnités journalières versées par la MSA plus indemnité complémentaire) soit égale à 80 % du salaire brut du salarié tant que dure le versement des indemnités journalières légales.

Les conditions de versement des indemnités journalières complémentaires sont les suivantes :

- le salarié devra justifier d'une ancienneté de 2 mois dans l'entreprise ou de 6 mois dans la branche en cas d'accident ou maladie de la vie privée (sur une période de 12 mois) ;
- le versement des indemnités journalières complémentaires intervient après un délai de carence de 10 jours en cas d'accident et de maladie de la vie privée et dès le 1^{er} jour en cas d'arrêt consécutif à un accident de travail, de trajet, ou de maladie professionnelle ;
- les indemnités journalières complémentaires sont revalorisées selon les mêmes modalités que les indemnités journalières légales ;
- l'indemnisation prévue ci-dessus ne peut avoir pour effet de servir au salarié une indemnisation nette supérieure à sa rémunération nette d'activité.

En cas de rupture du contrat de travail, avant la fin de la période d'indemnisation, les garanties sont maintenues jusqu'à la fin de l'indemnisation.

Article 3

Incapacité permanente (invalidité)

En cas d'attribution d'une rente accident de travail au taux d'incapacité au moins égal aux 2/3, ou d'une pension d'invalidité des assurances sociales agricoles de catégorie 1, 2 ou 3, AGRI-Prévoyance verse aux salariés une pension mensuelle complémentaire égale à 80 % de son salaire brut, et ce jusqu'à son départ à la retraite. Le montant des rentes s'entend indemnisation MSA comprise.

Les prestations sont revalorisées selon les mêmes modalités que les prestations légales.

S'agissant des pensions d'invalidité en cours de service auprès d'un organisme assureur autre que celui désigné au présent article 7, les revalorisations postérieures à la date d'effet du présent régime sont prises en charge par l'organisme désigné à l'article 7 dans la mesure où elles ne le sont pas par l'organisme antérieurement désigné.

Article 4

Décès

Tous les salariés bénéficient de cette garantie sans condition d'ancienneté. Cette couverture décès comprend 3 prestations :

- un capital décès ;
- une rente annuelle d'éducation ;
- une indemnité frais d'obsèques.

a) Le capital décès

En cas de décès du salarié, un capital décès d'un montant égal à 100 % de son salaire annuel brut, majoré de 25 % par enfant à charge et de 50 % pour le conjoint, est versé par AGRI-Prévoyance à la demande du ou des bénéficiaires. Le montant minimum du capital est fixé à 8 000 €.

Le capital est versé en priorité au conjoint survivant non séparé de corps, à moins que le salarié ait fixé et notifié à AGRI-Prévoyance une répartition entre son conjoint et ses descendants, cette répartition ne pouvant réduire la part du conjoint à moins de 50 % du capital.

En l'absence de conjoint survivant non séparé de corps, le capital est versé aux descendants.

En l'absence de ces bénéficiaires prioritaires, le capital est attribué dans l'ordre de préférence suivant :

- aux bénéficiaires désignés par le participant ;
- au concubin justifiant d'au moins 2 ans de vie commune ;
- aux héritiers.

Le cocontractant d'un PACS est assimilé au conjoint non séparé de corps.

Le salaire brut pris en compte est celui des 4 derniers trimestres civils précédant le décès.

En cas d'invalidité absolue et définitive du salarié, constatée par le régime de base de la mutualité sociale agricole (3^e catégorie), lui interdisant toute activité rémunérée et l'obligeant à être assisté d'une tierce personne pour les actes de la vie courante, le capital décès peut lui être versé, sur sa demande, de façon anticipée en 24 mensualités.

La garantie décès couvre tous les risques décès, à l'exclusion de ceux résultant :

- de la guerre civile ou étrangère ;
- du fait volontaire du bénéficiaire, le suicide étant toutefois pris en charge.

b) La rente annuelle d'éducation

En cas de décès du salarié, chaque enfant à charge au moment du décès perçoit une rente annuelle d'éducation égale à :

- 4 % du plafond annuel de la sécurité sociale pour un enfant de 0 à 10 ans ;
- 8 % du plafond annuel de la sécurité sociale pour un enfant de 11 à 17 ans ;
- 11 % du plafond annuel de la sécurité sociale pour un enfant de 18 à 26 ans (si poursuite d'études).

c) L'indemnité frais d'obsèques

En cas de décès du salarié, une indemnité frais d'obsèques est versée d'un montant égal à 100 % du plafond mensuel de la sécurité sociale en vigueur à la date du décès, soit 2 682 € pour l'année 2007.

Article 5

Assurance des charges sociales patronales

Les charges sociales dues sur les indemnités journalières complémentaires sont payées à la caisse de mutualité sociale agricole par AGRI-Prévoyance.

Les indemnités journalières sont servies nettes de cotisations salariales, mais également de CSG et CRDS.

Article 6

Cotisations

Les cotisations telles que fixées par l'accord d'adhésion à l'institution, sont assises sur la totalité des salaires et réparties comme suit :

	TAUX	PART PATRONALE	PART SALARIALE
Incapacité de travail	0,65 %	0,33 %	0,32 %
Invalidité	0,38 %	0,185 %	0,195 %
Décès	0,42 %	0,21 %	0,21 %
TOTAL	1,45 %	0,725 %	0,725 %
Assurance des charges sociales patronales	0,11 %	0,11 %	
TOTAL	1,56 %	0,835 %	0,725 %

Ces cotisations sont appelées sur l'ensemble du personnel non cadre quelle que soit son ancienneté.

Article 7

Organisme gestionnaire

La gestion du régime de prévoyance est assurée par AGRI-Prévoyance, institution de prévoyance, sise 21, rue de la Bienfaisance, 75008 Paris.

Toutes les entreprises relevant du champ d'application de la présente convention collective sont donc tenues d'adhérer à AGRI-Prévoyance pour leur personnel non cadre.

Article 8

Réexamen du régime et du choix de l'organisme gestionnaire

Les parties signataires examineront au moins tous les 5 ans, sur la base des résultats communiqués chaque année par AGRI-Prévoyance, les conditions et les modalités de la mutualisation des risques ainsi que le choix de l'organisme assureur, conformément aux dispositions des articles L. 912-1 et L. 912-2 du code de la sécurité sociale.

A cette occasion, ils décideront soit de renouveler l'accord d'adhésion conclu avec ledit organisme, soit d'adhérer à un autre organisme de gestion.

Article 9

Révision, dénonciation

Le présent accord peut faire l'objet d'une révision ou d'une dénonciation partielle ou totale à la demande de l'une des parties, au moins 2 mois avant le terme de chaque année civile, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à AGRI-Prévoyance.

En cas de dénonciation du présent accord ou en cas de changement d'organisme assureur :

- les prestations d'incapacité temporaire et permanente en cours de service sont maintenues à leur niveau atteint au jour de la résiliation ;
- il appartiendra aux parties signataires, conformément à l'article L. 912-3 du code de la sécurité sociale, d'organiser avec le nouvel assureur la poursuite de la revalorisation des prestations incapacité et invalidité au moins sur la base de l'évolution du point de retraite ARRCO ;
- la garantie décès est également maintenue pour les bénéficiaires de prestations d'incapacité temporaire et permanente.

Article 10

Date d'effet

Les dispositions du présent accord entreront en vigueur à compter du 1^{er} juillet 2007 pour une durée indéterminée, sous réserve de l'extension, et s'appliqueront aux arrêts de travail et déclarations d'invalidité survenus à partir de cette date.

Article 11

Extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord.

Fait à Rouen, le 25 janvier 2007.

(Suivent les signatures.)